

ESSAI

Quel avenir pour les sociabilités ?

_Comité d'expertes et experts
CFDT-Fondation Jean-Jaurès



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS



À la suite de la crise provoquée par la pandémie de Covid-19, la CFDT et la Fondation Jean-Jaurès ont décidé de réunir, à partir de novembre 2021, un comité d'expertes et experts en sciences sociales paritaire et interdisciplinaire composé notamment de **Henri Bergeron**, sociologue, **Patrick Boucheron**, historien, **Patrick Castel**, sociologue, **Laurence Devillairs**, philosophe, **Serge Hefez**, psychiatre, **Emmanuel Hirsch**, professeur d'éthique médicale, **Élise Huillery**, économiste, **Marylise Léon**, secrétaire générale de la CFDT, **Jérémie Peltier**, co-directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, et **Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky**, anthropologue.

Ce comité a vocation à rassembler les ressources en sciences sociales et à les mettre à la disposition du débat public pour une meilleure compréhension de la crise liée à la pandémie de Covid-19 et de ses suites. Il cherche à redonner leur place aux sciences sociales dans l'action publique, alors que la crise a révélé à quel point elles avaient été négligées, au profit des sciences dites « dures », privant ainsi de sens et d'efficacité les politiques publiques.

Après avoir analysé la fatigue de la société, ses raisons profondes et ses effets sur les individus, le comité d'expertes et d'expert décide cette année de défendre les sociabilités, point de départ à tout projet de société.

Quel avenir pour les sociabilités ?

SOCIABILITÉ, COOPÉRATION ET SATISFACTION AU TRAVAIL. UNE HYPOTHÈSE DE SOCIOLOGIE DES ORGANISATIONS



Henri Bergeron est sociologue, directeur de recherche au CNRS au Centre de sociologie des organisations à Sciences Po, professeur à Sciences Po et titulaire de la chaire Transformation des organisations et du travail de Sciences Po. Il est notamment l'auteur, avec Olivier Borraz, Patrick Castel et François Dedieu, de *Covid-19 : une crise organisationnelle* (Presses de Sciences Po, 2020), avec Renaud Colson, de *La légalisation du cannabis* (Edi8, 2021) et, avec Constance Nathason, de *The social production of crisis: blood politics in France and in the US* (Oxford University Press, 2023).



Patrick Castel est directeur de recherche de la Fondation nationale des sciences politiques, directeur adjoint du Centre de sociologie des organisations de Sciences Po et coordinateur scientifique de la chaire Transformation des organisations et du travail de Sciences Po.

Ce que certains nomment la crise du travail n'a jamais été autant médiatisé depuis la survenue de l'épidémie de Covid-19 : problèmes d'attractivité, quête/perte de sens au travail, *turn-over*, absentéisme, *quiet quitting*, etc. Les réponses promues de manière privilégiée par les employeurs ou les pouvoirs publics sont connues et de différentes natures : symbolique (revalorisation de l'image des métiers, élaboration d'une nouvelle « mission » pour l'organisation, marque employeur, etc.) ; matérielle (augmentation des salaires, mesures liées à la qualité de vie au travail, etc.) ; fonctionnelle (enrichissement des tâches,

élargissement des responsabilités, etc.), ou encore managériale (nouveaux styles de management et de leadership). Il se peut toutefois que ces mesures ne répondent pas à une dimension essentielle, plus sociologique, du travail : le besoin de coopération.

Or aujourd'hui, les fondements de la coopération nous paraissent fragilisés par trois grands mouvements. En premier lieu, on peut poser l'hypothèse que les difficultés contemporaines à se projeter dans un futur lointain et positif en raison de l'accumulation de menaces (crises sanitaires, crise écologique, guerres, incertitudes économiques, etc.) favorisent un repli sur les enjeux uniquement individuels (ou familiaux) et « l'ici et le maintenant », au détriment d'une projection plus collective et plus durable au sein des organisations. En deuxième lieu, les secteurs publics et privés connaissent depuis quelques décennies un mouvement sans cesse approfondi de rationalisation et d'amélioration de la performance. Ce mouvement a comme conséquence la réduction de la valorisation du travail à l'activité de production : travailler, c'est produire, essentiellement (un tableau Excel, ou un geste technique) et tout ce qui relève du temps relationnel n'est plus considéré comme utile, alors qu'il est essentiel pour l'induction de la coopération et la coordination entre acteurs. En troisième lieu, l'injonction contemporaine à la coordination pour améliorer la performance des organisations publiques ou privées contribue à toujours « plus » d'organisation (nouvelles règles, nouvelles organisations, etc.). L'accumulation de réformes peut faire perdre leur sens et nourrit une forme d'épuisement pour ceux et celles qui n'ont pas les ressources pour susciter la coopération tant désirée.

En conclusion, si perte de sens du travail il y a, celle-ci pourrait être en partie liée aux difficultés de coopération nécessaire à la réalisation des tâches et activités qui ont de la valeur pour les salariés et qui permettent l'accomplissement des missions de l'organisation. Savoir et pouvoir coopérer sont des déterminants essentiels de la performance des organisations et du contentement professionnel que le management et les réformes trop souvent ignorent ou négligent.

LES SOCIABILITÉS, OU L'INTENSITÉ DE LA VIE PUBLIQUE



Patrick Boucheron est historien, professeur au Collège de France et titulaire de la chaire Histoire des pouvoirs en Europe occidentale, XIII^e-XVI^e siècle. Ses travaux tentent de reconfigurer une histoire des pouvoirs depuis le Moyen Âge, notamment à partir des concepts de fictions et d'expériences politiques. Il a notamment codirigé *Histoire mondiale de la France*, au Seuil (2017).

C'est suffisamment rare pour être relevé : alors que la discipline historique fait un usage vorace des concepts élaborés par les autres sciences sociales, celui de « sociabilité », tel qu'on l'utilise aujourd'hui, a d'abord été forgé par les historiens, avant de s'étendre aux autres discours du social. Certes, le mot existait déjà et était utilisé en philosophie politique depuis le XVIII^e siècle pour désigner l'aptitude à la vie sociale ou, plus précisément, dans un sens moral, la capacité à nouer des relations pacifiées avec autrui. L'art de la conversation et du jeu en fait partie, et c'est plutôt dans ce sens ludique que le comprend la sociologie allemande, chez Georg Simmel notamment. Mais si l'on parle de sociabilités aujourd'hui, c'est dans le sens plus strict des institutions et des cadres sociaux. Et on le doit à un illustre historien de la France contemporaine, Maurice Agulhon (1926-2014), qui en fit usage pour décrire tout ce qui favorisait selon lui la politisation des masses, dans ce Var de la seconde moitié du XIX^e siècle qu'il avait choisi comme terrain d'étude.

Associations ouvrières ou religieuses, chambrées paysannes, clubs politiques, fêtes et folklores : les « sociabilités » avaient permis au Midi rouge de faire « l'apprentissage de la république ». C'est de ce mouve-

ment social dont Maurice Agulhon fut d'abord l'historien, alors qu'on se souvient surtout aujourd'hui de ses travaux, il est vrai fondamentaux, sur les symboles et les rituels de cette République qu'il chérissait tant, incarnée par « Marianne au combat ». Pourquoi est-ce utile de le rappeler aujourd'hui ? Précisément parce que l'idéologie républicaine risque de se perdre dans un fétichisme qui confine à l'idéalisme abstrait, confondant les symboles avec les pratiques, négligeant tout ce qui, dans l'invention du quotidien, constitue les cadres actifs de nos sociabilités.

Mais celles que les historiens ont décrites n'existent plus, ou si peu. Aussi serait-on tenté de croire qu'il nous faudrait aujourd'hui emprunter le chemin à l'envers : comment faire pour que la société, déliée de ses anciennes sociabilités, ne désapprenne pas la République ? Faut-il en inventer de nouvelles ? Si l'histoire peut être parfois bonne conseillère, c'est parce qu'elle est un art de la description, non de la prescription. Elle enseigne que ce que l'on cherche, ou ce dont on proclame bruyamment la disparition, pour la célébrer ou pour s'en désoler, existe sans doute quelque part, à l'endroit où l'on ne sait plus les voir.

Écoutons une dernière fois Maurice Agulhon : la sociabilité, écrivait-il en 1977, définit « l'aptitude générale à vivre intensément les relations publiques ». Tout, décidément, est affaire d'intensité. Sait-on bien identifier les foyers intenses de la vie sociale, même lorsqu'ils ne correspondent plus à nos habitudes de pensée ? Le travail social qui nous attend est moins d'invention que d'inventaire, c'est un travail de reconnaissance des sociabilités actives, vivantes, qui, dans le monde du travail et au-delà, parmi la jeunesse, mais pas seulement, trament la vie sociale.

Si nous peinons à les considérer pour ce qu'elles sont, c'est par incapacité à en saisir l'intensité véritable. Et de ce point de vue, nous n'avons pas pensé jusqu'au bout la manière dont la crise épidémique a affecté les intensités différentielles des nouvelles sociabilités, dans l'espace virtuel comme dans l'espace réel. Comment avons-nous pu consentir à cette fausse symétrie du présentiel et du distantiel ? Ce qui

s'oppose à la présence n'est pas la distance, mais l'absence. Ce qui s'oppose à la distance n'est pas la présence, mais la proximité. En mettant en regard ces deux termes, on décide de ne pas voir les effets de leur antonyme véritable : l'absence et la proximité – ce qui s'absente aujourd'hui est l'idée du proche, provoquant une situation politique dangereuse, car abstraite. Y contrevenir est aujourd'hui une nécessité, et la notion de sociabilité permet de redonner toute sa force à cette exigence proprement républicaine.

LES SOCIABILITÉS N'EXCLUENT PAS LES DÉSACCORDS



Laurence Devillairs est normalienne et agrégée, docteure en philosophie. Elle est également directrice de collection aux Presses universitaires de France et a notamment publié *Être quelqu'un de bien. Philosophie du bien et du mal* (PUF, 2019) et *Philosophie de Pascal. Le principe d'inquiétude* (PUF, 2022).

On a beaucoup entendu et utilisé l'expression de « vivre-ensemble » pour dire que nous faisons société, que nous ne sommes pas des individus juxtaposés les uns aux autres, mais que nous partageons quelque chose en commun, que nous constituons ce commun. Cette expression m'a toujours paru vague et fautive.

Vague, parce qu'elle fait comme si ce vivre-ensemble n'avait ni structure, ni organisation, ni fonctionnement, ni tension. Comme si, finalement, il n'y avait pas de vie, c'est-à-dire aucun mouvement ni changement. Fautive, parce qu'elle gomme totalement ce qui fait que nous sommes ensemble, au sens fort, c'est-à-dire que le tout que nous composons est plus grand que la somme des parties. Ce vivre-ensemble passe donc à côté de ce qui fait la vie et de ce qui correspond à un ensemble.

Le terme de « sociabilités » surmonte ces deux défauts, car il dit pourquoi la vie ensemble est possible. Elle l'est parce que nous sommes sociables, selon des échelles diverses – entre amis, collègues, inconnus,

pays, humains et non-humains. Nous avons une capacité à faire société, à habiter un espace non seulement commun, mais indispensable.

Il existe deux erreurs concernant cette sociabilité : celle qui consiste à croire qu'elle n'est que de surface, vernis fragile masquant difficilement tout ce qui la menace. Et celle qui revient à penser que la sociabilité doit exclure le conflictuel. La première erreur ne demande pas assez à notre disposition sociable, la seconde lui demande trop. Nous pouvons vivre ensemble et être en désaccord. Autrement dit, le consensus en tout et partout n'est pas un signe de sociabilité, mais le témoignage de sa fragilité.

Ce qui veut dire que la sociabilité est plurielle – on n'est pas sociable de la même façon au travail, à l'école ou dans la rue – et qu'elle est en équilibre instable, sans cesse mise en débat – jusqu'où étendre nos liens et devoirs ? Jusqu'aux animaux et la planète entière ? Qu'est-ce qui est inacceptable au regard de la capacité à faire société ? Mais surtout, il nous faut admettre que les sociabilités, dans leur diversité, ont toutes un point commun : de ne pas être figées, statiques, mais traversées par des antagonismes.

C'est à un philosophe du XVIII^e siècle, témoin de la Révolution française, que nous devons d'avoir souligné ce point essentiel. Il s'agit de Kant : pour lui, nous sommes à la fois sociables et insociables, ensemble, mais potentiellement en désaccord. Ce n'est que par la sociabilité, le vivre en société, que nous gagnons en humanité, mais nous avons aussi une tendance à ne pas supporter les autres, à ne pas leur accorder de place. À sous-estimer ce que la sociabilité contient d'insociabilité, voire d'agressivité et d'esprit d'exclusion, nous risquons de masquer les problèmes sans jamais parvenir à les résoudre.

DU LIEN SOCIAL



Serge Hefez est psychiatre des hôpitaux et psychanalyste, responsable de l'unité de thérapie familiale dans le service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière de Paris. Spécialiste des questions des problématiques liées au sida, à la toxicomanie et à la sexualité, auteur de séries documentaires sur la santé, il a notamment publié *Transitions. Réinventer le genre*, chez Calmann-Lévy (2020).

ceux qui nous entourent. Car ces liens précoces qui nous unissent à celles et ceux qui nous aiment et nous nourrissent ne se rompent jamais, ils sont toujours déjà là, ils se transforment, ils se transfèrent, ils animent les liens à venir, familiaux, amoureux, amicaux. Partout, le besoin de se sentir reconnu, apprécié, utile, compétent irrigue le rapport à autrui.

Finalement, la crise sanitaire a donné lieu au constat suivant : les interactions humaines sont indispensables au bien-être des personnes qui travaillent. D'après le baromètre Ifop Paris Workplace¹, 42 % des salariés viennent « au bureau d'abord pour la vie sociale avec leurs collègues ». Le travail, même si ce n'est pas sa vocation première, nous permet de nous sentir reliés, il est une organisation sociale avant d'être une activité de production. Le lieu de travail est en effet avant tout un lieu d'échanges. Discuter avec ses collaborateurs, rire, apprendre grâce aux autres, faire l'épreuve de l'altérité font partie intégrante du quotidien de nombreux salariés d'entreprise. Le sentiment d'appartenance à un groupe permet, en outre, aux individus de construire leur identité.

Les collectifs de travail, dans lesquels les salariés peuvent trouver de l'entraide, de la coopération, sont une dimension importante de leurs conditions de travail. Ils peuvent d'ailleurs être mis à mal par des organisations qui favorisent trop l'individualisation. Le fait d'échanger, de travailler en relations aux autres est aussi une source de mise en œuvre de son intelligence, de ses capacités cognitives et sensibles. Et ce sont souvent les professions dans lesquelles les salariés s'épanouissent. Travailler avec le public, par exemple, procure un sentiment d'utilité sociale.

Je sais à quel point le fait de se sentir tous unis dans une équipe hospitalière, avec des infirmiers, aides-soignants, médecins, patrons,

1. « Et si on se parlait ? Comment les interactions au bureau créent de la performance », Paris Workplace, Ifop, 2019.

Quelle est la langue originelle de l'humanité ? Quel dialecte parlerait naturellement un être humain s'il était privé de tout contact ? C'est ce que s'était demandé l'empereur Frédéric II de Prusse dans le courant du XIII^e siècle. Il mit au point une terrifiante expérience visant à découvrir quelle était notre langue « originelle », celle que parlaient Adam et Ève dans le jardin d'Éden. Il se tourna tout naturellement vers des êtres encore dépourvus de parole, des nourrissons. Il ordonna à des nourrices de leur donner du lait, de les baigner, de les nettoyer, mais en aucun cas de les cajoler, ni de leur parler. Il voulait en effet savoir s'ils parleraient en hébreu, langue primitive, ou en grec, ou en latin, ou en arabe, ou dans la langue des parents qui les avaient procréés. Mais il œuvrait en vain, parce que les enfants mouraient tous : ils ne pouvaient vivre, en effet, privés des battements de mains, des gestes, de la gaieté, des cajoleries de leurs nourrices. Et cela pour une raison très simple : les enfants ne peuvent pas survivre si on ne leur donne aucune affection. Les interactions sociales sont nécessaires au développement de l'humain, au même titre que l'eau, l'air et la nourriture.

De quoi parlons-nous lorsque nous invoquons le « lien social » ? Tout bonnement, de ce même besoin vital de nous sentir reliés à

internes, cadres, étudiants, nous permet de tenir le coup face à la souffrance, à la maladie, à la mort, à la folie et de potentialiser nos compétences. Je sais aussi à quel point cela nous expose aux conflits éthiques et combien nous nous sentons maltraitants lorsque nous n'avons pas les moyens d'effectuer notre travail correctement, du fait de contraintes de temps, d'argent ou d'objectifs managériaux à atteindre.

Mais ne soyons pas trop angéliques, la sociabilité n'est pas une stratégie managériale. Une de mes jeunes patientes me confiait récemment son sentiment d'avoir été largement exploitée dans une start-up qui mettait le projecteur sur les loisirs et les sports partagés, les espaces collectifs avec des poufs, le baby-foot et les événements festifs. Elle s'est retrouvée, certes, dans une bande d'amis, mais travaillant quatorze heures par jour, sept jours par semaine. Elle a mis du temps à comprendre qu'il s'agissait d'une politique sociale à moindre coût et que l'entreprise restait « le bébé de ses fondateurs ». La sociabilité n'élimine ni le profit, ni la hiérarchie !

L'EXIGENCE DE SOCIABILITÉ COMME ÉTHIQUE DE LA PRÉVENANCE



Emmanuel Hirsch est professeur émérite d'éthique médicale à la faculté de médecine de l'université Paris-Saclay et directeur de l'éthique du groupe Orpea. Il a notamment publié *Une démocratie confinée* (2021) et *Une démocratie endeuillée* (2021), aux éditions Érès, et codirigé *Pandémie 2020. Éthique, société, politique*, aux éditions du Cerf (2020).

Au-delà des règles de l'hospitalité et de la bienveillance, les espaces de l'accompagnement et du soin ne devraient-ils pas comprendre l'exigence de sociabilité comme l'expression d'une éthique de la prévenance, lorsque les liens d'humanité risquent de se rompre à l'épreuve de la maladie, de la perte d'autonomie ou de la relégation sociale ?

Comment comprendre cette étrange sociabilité qu'établit la proximité d'une commune expérience qui brise le cours évident d'une existence, accentue fragilités et dépendances, abrase les sentiments d'appartenance et de reconnaissance, que ce soit en établissement ou à domicile ? Qu'en est-il de cette sociabilité si difficile à définir et parfois à constituer, dont le sens et la cohérence souvent nous échappent, au sein d'un Ehpad, d'une maison d'accueil spécialisée (MAS) ou d'un hôpital psychiatrique ? Au point même de l'ignorer ou d'en réfuter la valeur.

Être en capacité d'attester de ce qui pour la personne est constitutif de son intégrité, du souci de soi et des autres dans des contextes d'existence qui trop souvent la révoquent dans ses droits, la destituent d'une souveraineté sur ses choix de vie et la relèguent aux marges des

préoccupations sociales, c'est envisager l'exigence de sociabilité comme l'expression d'une résistance à l'indifférence ou à l'abandon – comme un acte de dignité.

L'invention d'une sociabilité dans ces derniers territoires hospitaliers, où l'excès de souffrance accule à la solitude, au repli sur soi et parfois au mutisme, faute d'être reconnu hors de ces refuges encore membre à part entière de la communauté sociale, est une conquête de l'intelligence humaine irréductible aux renoncements ou aux abdications inacceptables. Cette sociabilité témoigne de ce qui demeure essentiel à ceux qui savent d'expérience ce qu'est la menace d'inhumanité et ce que signifient la confiance et la force d'engagement qui permettent, ensemble et avec, de s'y opposer.

Cette sociabilité se forge et se renforce dans notre confrontation aux vulnérabilités et aux défis de l'existence, lorsque, membre de la cité, la personne ainsi n'abdique pas et porte nos principes d'humanité au degré supérieur de l'exigence démocratique.

Il convient de comprendre que c'est souvent aux marges de la société, dans des tiers-lieux ou des refuges hospitaliers à un renouveau de la pensée et à la réinvention de nos communs, que se reconstituent nos essentiels ainsi que l'envie de refaire société. Romain Gary fait de Morel la figure de l'homme qui, soucieux de « l'âme humaine », « refusait de transiger ». Précisément en adoptant une position de résistance, aux marges, là où se refonde une sociabilité, une conscience du bien commun dont nous éprouvons l'urgence : « Il défendait une marge où ce qui n'avait ni rendement utilitaire, ni efficacité tangible, mais demeurait dans l'âme humaine comme un besoin impérissable, pût se réfugier¹. »

L'exigence de sociabilité impose de s'accorder sur nos valeurs, de mettre en œuvre des conduites et des lignes d'action qui en témoignent et les préservent.

Cette sociabilité peut se définir comme un alliage assemblant dans une même attention, une même intention, une conscience de nos responsabilités que comprennent, assument et partagent ceux qui – professionnels, membres d'associations, proches, instances représentatives ou acteurs de la société civile – opposent l'intelligence du réel, le courage et la résolution de leurs engagements quotidiens au service du bien commun, aux assauts répétés des contempteurs de notre démocratie.

1. Romain Gary, *Les racines du ciel*, Paris, Gallimard, 1972, p. 182.

POUR QUE L'ÉCOLE REDEVienne LE BERCEAU DES SOCIABILITÉS



Élise Huillery est professeure d'économie à l'université Paris-Dauphine et membre du Conseil d'analyse économique. Elle est chercheuse affiliée à J-PAL (Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab), au LIEPP (Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques à Sciences Po) et à EUDN (European Development Network).

En France, la ségrégation sociale entre établissements scolaires est très importante. Observons, par exemple, la catégorie socio-professionnelle des parents d'élèves de l'ensemble des collèges publics et privés : les 10 % des collèges les plus favorisés accueillent en moyenne 76 % d'élèves de familles favorisées ou très favorisées, contre seulement 11 % dans les 10 % des collèges les moins favorisés. Les écarts de position sociale recouvrent souvent des écarts culturels, religieux et ethniques, ce qui amène au constat suivant : nos enfants sont pour beaucoup éduqués dans un environnement scolaire qui leur apporte peu de liens avec des enfants de milieux différents du leur, empêchant l'école de remplir son rôle de creuset d'intégration, de lien social, de solidarités et de cohésion.

L'action politique en faveur d'une plus grande mixité sociale à l'école est restée en retrait. La loi solidarité et rénovation urbaine (SRU) impose bien une proportion minimale de logements sociaux dans les communes, mais elle n'empêche pas de séparer les quartiers défavorisés des quartiers favorisés au sein d'une même commune.

En 2016, la ministre Najat Vallaud-Belkacem a lancé une initiative nationale en faveur de la mixité sociale au collège dans l'espoir de favoriser la cohésion sociale et une soixantaine de collèges se sont portés volontaires pour engager, par groupes de deux ou trois, des actions locales permettant de rapprocher leurs compositions sociales. Cette initiative a suscité l'opposition d'acteurs politiques et de familles craignant que l'on sacrifie des élèves de familles favorisées sur l'autel de l'égalitarisme par le biais d'une dégradation du climat de classe, un ralentissement du rythme des apprentissages, de relations entre camarades de moins bonne qualité, ou encore de mauvaises influences.

Plusieurs années de travail de recherche sur le terrain à partir des expériences de mixité sociale engagées en 2016 et 2017 ont permis de montrer qu'il n'en est rien : pour les élèves de familles favorisées, plus de mixité sociale au collège ne dégrade pas ni le comportement, ni le climat scolaire, ni la qualité des relations entre pairs. Mieux encore, leur rang relatif dans les classes augmente, entraînant un gain d'estime de soi et une élévation de leurs résultats scolaires. Enfin, les sociabilités renaissent : les réseaux d'amitié deviennent plus mixtes, le sentiment de sécurité au collège et la qualité des relations entre pairs s'améliorent pour les enfants d'origine défavorisée, l'ouverture vis-à-vis de la coopération et de la diversité ethnique s'accroît. En somme, dans les expériences menées, pour ce que les chercheurs ont pu observer, tout le monde y gagne. Ainsi, l'école n'est pas obligée de choisir entre sociabilités et apprentissages, mais peut développer les deux en même temps.

Les acteurs du débat public et de la décision politique, y compris à gauche, semblaient avoir perdu foi en la capacité à modifier les choses en profondeur et à faire de la mixité sociale à l'école un objectif raisonnable. Puissent les résultats de la recherche permettre de rouvrir ce débat pour que l'école redevienne le berceau des sociabilités.

LA SECTION SYNDICALE, UN LIEU DE SOCIABILITÉ



Marylise Léon est secrétaire générale de la CFDT depuis 2023. Après des études de chimie, Marylise Léon s'est spécialisée dans la prévention des risques industriels.

Ilyes Bensaada est responsable de la section syndicale CFDT de La Poste du Val-de-Marne. Initialement manager à La Poste, il anime aujourd'hui ce collectif de 500 adhérentes et adhérents CFDT. Chaque jour, avec son équipe de représentants de proximité, ils s'organisent pour rencontrer et discuter avec les travailleurs de La Poste sur leurs lieux de travail. Créteil, Bonneuil-sur-Marne, Vincennes, Saint-Mandé... C'est un énorme travail d'écoute, avec des réalités très différentes. « Parfois, il s'agit juste d'écouter nos collègues et on sent que, rien que ça, ça leur fait du bien », relèvent régulièrement les militants CFDT. L'écoute et la considération, c'est la source du syndicalisme CFDT.

Ces 60 représentants de proximité, à l'image des 500 adhérents qu'ils représentent, viennent des différents champs professionnels de La Poste. Il y a des facteurs, des guichetiers, des managers, des membres du service RH ou du service communication. Il y a des chargés de clientèle et des conseillers bancaires... Toutes ces personnes ont des parcours professionnels variés, plus ou moins de diplômes, mais ils et elles se retrouvent d'égal à égal pour parler de

leur travail et de la manière de l'améliorer. Sans la section syndicale, quelles sont les chances pour que ces personnes se rencontrent ? À part les associations sportives ou artistiques, peu d'endroits permettent encore cette mixité sociale. « La section syndicale, c'est l'antithèse d'un algorithmique », disait un militant CFDT. On y rencontre des gens d'horizons variés, d'origine sociale différente, de statut différent, de nationalité différente. Rien à voir avec l'entre-soi des réseaux sociaux. La section syndicale, c'est un lien fort avec le travail, mais c'est aussi une ouverture sur le monde et les sujets qui le traversent.

Dans ces réunions, les discussions dépassent bien souvent le sujet du travail. C'est lors des pauses café ou des temps conviviaux de fin de réunion que les langues se délient. Aujourd'hui, le conflit Israël-Hamas occupe les esprits. Parfois, ce sont ces canicules qui rendent la vie plus difficile. D'autres fois, ce sont des élections, régionales ou municipales, qui créent le débat. Il n'y a pas de sujet tabou à la CFDT. Au contraire. Les sections syndicales sont des lieux d'expression et d'interrogation collectives. Chacune et chacun peut s'exprimer, mais dans le respect des autres. « Dans le respect de nos valeurs CFDT – solidarité, égalité, émancipation, démocratie » : Ilyes y veille, ce point n'est pas négociable. « C'est ce qui permet de continuer à se parler. » La section syndicale, c'est un formidable lieu de sociabilité et c'est aussi un lieu de démocratie précieux. Tout concourt à penser que les personnes engagées dans des organisations collectives ont plus tendance à voter que le reste de la population.

Ilyes fait ensuite le lien avec d'autres responsables CFDT de son champ professionnel et d'autres secteurs dans sa région. Ensemble, ils construisent des revendications communes et des ponts entre tous ces travailleurs.

La CFDT compte plus de 10 000 sections syndicales, 10 000 collectifs qui fédèrent plus de 610 000 adhérents. Ces sections syndicales sont des lieux du vivre-ensemble. Ce sont des lieux d'écoute et d'espoir. Ce sont des lieux de rencontre et de débat. Ce sont des lieux d'inventivité et de solidarité. Des lieux de sociabilité qui font notre société.

LE PROBLÈME DE LA FRANCE, C'EST LA SOCIABILITÉ



© Hannah Assouline

Jérémie Peltier est co-directeur de la Fondation Jean-Jaurès et directeur de la collection « Suspension » aux éditions de l'Aube. Il a notamment publié *La fête est finie ?*, aux éditions de l'Observatoire (2021), un livre qui analyse les transformations de la fête dans une société individualiste et narcissique.

« Le problème majeur de la France, c'est la compétitivité. » En 2012, dans le monde ancien, un président de la République nouvellement élu donnait le ton de son mandat pour les mois à venir. Il s'agissait alors de nouer un nouveau pacte entre l'État et les entreprises, le fameux « pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi ».

Douze ans plus tard, force est de constater que, s'il y a un pacte urgent à nouer, celui-ci ne serait sans doute pas d'ordre économique, mais d'ordre purement humain, une sorte de « pacte national pour des interactions sociales retrouvées et apaisées au sein de la société ».

Pour parler comme François Hollande, quand on regarde la France aujourd'hui et quand on se projette dans les prochaines années, notre problème majeur, qui ruisselle sur tout le reste, c'est la sociabilité, entendue comme notre capacité à faire des choses ensemble et au travers de nouvelles rencontres en dehors de nos sentiers battus.

S'il y a un problème de sociabilité, c'est qu'on sent bien qu'il y a un petit déficit de confiance envers autrui (c'est un euphémisme), et ce depuis plus de dix ans maintenant. En effet, année après année, on note que plus de 7 Français sur 10 indiquent qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres¹. Et si cette défiance envers autrui semble être un mal endémique dans notre pays, celle-ci se renforce au gré de l'actualité, dans un moment où plus de 9 Français sur 10 déclarent avoir le sentiment de vivre dans une société violente². Un exemple récent, parmi d'autres, qui montre à quel point les liens des individus entre eux sont distendus et la manière dont ils désertent l'espace public, pourtant l'espace des rencontres par excellence : depuis les émeutes urbaines de juin 2023, la majorité des Français (54 %) indiquent être plus vigilants qu'avant quand ils sortent dans la rue et plus d'un quart déclarent même moins sortir qu'auparavant (les femmes adoptant beaucoup plus que les hommes cette « nouvelle » habitude)³.

Ce climat ambiant, ajouté à de nouveaux modes de vies, de loisirs et de consommation, a une conséquence : l'augmentation de la sédentarité dans un pays où l'on sort moins (la fête, quand elle a encore lieu, se fait désormais à la maison beaucoup plus qu'à l'extérieur), sédentarité et entre-soi renforcés évidemment par la bulle numérique dans laquelle chacun de nous est désormais lové, à commencer par les responsables politiques, de plus en plus incapables de sortir de Twitter, Instagram et des boucles WhatsApp pour aller au-delà de leur monde.

Deuxième conséquence de tout cela : un important sentiment d'isolement dans la société. Depuis la crise sanitaire, on assiste en effet à une augmentation du sentiment de solitude et d'isolement, notamment au sein de la jeune génération, confirmée par SOS Amitié,

1. *Fractures françaises - vague 11*, Ipsos/Sopra Steria pour *Le Monde*, la Fondation Jean-Jaurès, le Cevipof et l'Institut Montaigne, octobre 2023.

2. *Ibid.*

3. Christelle Craplet, « Émeutes urbaines de juin-juillet 2023 : une empreinte durable dans l'opinion ? », dans *Après les émeutes. Analyses et points de vue*, Fondation Jean-Jaurès, 6 décembre 2023.

qui a vu les appels des moins de quatorze ans augmenter de 40 % entre 2022 et 2023¹.

C'est pourquoi cette question des sociabilités est sans doute l'une des questions les plus importantes pour l'avenir de notre société. D'abord car aucun projet politique quel qu'il soit ne peut se développer sans une volonté préalable chez les individus de faire encore des choses ensemble et sans une capacité retrouvée à converser collectivement en toute confiance et en toute maturité.

Par ailleurs, on voit bien qu'il y a un paradoxe : les Françaises et les Français aspirent en ce moment à un mode de vie isolé et loin du bruit des autres – ce que montre l'enquête sur la société rêvée des Français menée par la Fondation Jean-Jaurès, la CFDT et Ipsos² –, aspirations qui les feront souffrir à moyen terme. En effet, aucun individu (sauf quelques rares ermites d'exception) n'aspire à vivre seul et éloigné des autres de son plein gré. Chacun de nous a un puissant désir de sociabilité, que le numérique et les outils conversationnels ont petit à petit capté³, nous donnant l'illusion d'une équivalence. Mais les interactions numériques ne remplaceront jamais le temps et la durée nécessaires à la constitution de l'amitié, par exemple. Car l'amitié comme la société, pour être stables, ont besoin de souvenirs, d'épreuves partagées et d'émotions ressenties, autant d'éléments que les relations numériques sont incapables d'apporter.

1. SOS Amitié : les jeunes de plus en plus touchés par la solitude, avec des appels des moins de 14 ans en augmentation de 40 %, France Info, 12 mai 2023.

2. Marylise Léon et Mathieu Gallard, *La société idéale de demain aux yeux des Français*, Fondation Jean-Jaurès, 16 novembre 2023.

3. Sabine Melchior-Bonnet, *Histoire de la solitude. De l'ermite à la célibataire*, Paris, PUF, 2023.

CE QUE NOUS ENSEIGNE LA QUESTION MIGRATOIRE : LE RENOUVEAU DES SOCIABILITÉS



Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky est anthropologue, spécialiste de l'exclusion sociale en Inde et au Brésil et des questions migratoires, professeure des universités à l'Inalco, chercheuse au laboratoire Cessma, directrice de l'Institut Convergences Migrations-CNRS et psychologue clinicienne à l'hôpital Avicenne. Elle a récemment publié *La voix de ceux qui crient, rencontre avec des demandeurs d'asile* (Albin Michel, 2018), dirigé *Violence et récit. Dire, traduire, transmettre le génocide et l'exil* (Hermann, 2020) et *Lingua (non)grata. Langues, violences et résistances dans les espaces de la migration* (Presses de l'Inalco, 2022).

Au cœur du projet de loi « contrôler l'immigration, améliorer l'intégration » débattu au Parlement fin 2023, se joue la question de la régularisation des travailleurs migrants sans papiers. Après un passage au Sénat, qui s'est montré très restrictif sur les conditions de régularisation, l'article finalement voté par la commission des lois propose, face à la pénurie de main-d'œuvre rencontrée dans certains secteurs (bâtiment, aide à domicile...), de créer une carte de séjour d'un an délivrée sous certaines conditions, à laquelle le préfet peut s'opposer, notamment pour des raisons d'ordre public. Les défenseurs de la rationalité économique ont contre eux les détracteurs de ce projet de loi, qui s'alarment de la possible constitution de nouvelles filières migratoires. Pourtant, les discussions ne portent pas directement sur les réalités du monde du travail des sans-papiers. D'une part, c'est un

monde très précaire, mais toléré, notamment par les circulaires Valls de 2012, qui permettent la régularisation par le travail *a posteriori* et qui, comme ce projet de loi, font preuve d'utilitarisme économique. D'autre part, ce monde est celui de secteurs essentiels pour le lien social, aspect totalement occulté dans les débats.

En effet, en plus des besoins économiques, le travail doit être compris comme un espace et un facteur d'intégration. Dans l'entreprise, la restauration, sur les chantiers, les travailleuses et travailleurs sociabilisent et forment une équipe bien au-delà de leurs différences religieuses et culturelles. Alors pourquoi, une fois quitté le lieu de travail, les travailleurs réguliers et les sans-papiers se retrouveraient-ils avec des droits si différents, les seconds exclus de l'accès aux droits sociaux et de santé ? Par ailleurs, les métiers du *care* – aides à domicile auprès des personnes âgées ou malades, assistantes maternelles... – sont majoritairement le fait de populations migrantes, notamment de femmes, parfois sans papiers. Ces travailleuses et travailleurs, qui se sont avérés tellement importants pendant l'épidémie de Covid-19, sont soudain bien peu considérés, à nouveau invisibilisés, alors qu'ils sont au centre de nos sociabilités : avoir des hommes et des femmes qui prennent soin de nos plus fragiles est essentiel et leur départ est un risque pour notre lien social.

Enfin, on le sait, ne pas régulariser pousse au travail informel, à la précarisation et limite les possibilités d'intégration. Cela favorise les filières parallèles illégales qui mènent inéluctablement à l'isolement et à l'exploitation.

Or, dans une France largement polarisée par le jeu politique, où l'immigration est instrumentalisée en dépit de la réalité économique et sociale, il est temps d'entendre une autre partie de la société, moins médiatique et pourtant très active, celle des travailleurs immigrés, qui a beaucoup à nous apprendre sur le développement de nouvelles sociabilités.

TABLE DES MATIÈRES

SOCIABILITÉ, COOPÉRATION ET SATISFACTION AU TRAVAIL. UNE HYPOTHÈSE DE SOCIOLOGIE DES ORGANISATIONS	3
—Henri Bergeron, Patrick Castel	
LES SOCIABILITÉS, OU L'INTENSITÉ DE LA VIE PUBLIQUE ...	5
—Patrick Boucheron	
LES SOCIABILITÉS N'EXCLUENT PAS LES DÉSACCORDS	8
—Laurence Devillairs	
DU LIEN SOCIAL	10
—Serge Hefez	
L'EXIGENCE DE SOCIABILITÉ COMME ÉTHIQUE DE LA PRÉVENANCE	13
—Emmanuel Hirsch	
POUR QUE L'ÉCOLE REDEVienne LE BERCEAU DES SOCIABILITÉS	16
—Élise Huillery	
LA SECTION SYNDICALE, UN LIEU DE SOCIABILITÉ	18
—Marylise Léon	
LE PROBLÈME DE LA FRANCE, C'EST LA SOCIABILITÉ	20
—Jérémie Peltier	
CE QUE NOUS ENSEIGNE LA QUESTION MIGRATOIRE : LE RENOUVEAU DES SOCIABILITÉS	23
—Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky	

Comité d'expertes et experts
CFDT-Fondation Jean-Jaurès

Quel avenir pour les sociabilités ?

Dans un contexte perçu comme hostile, les Français sont-ils toujours capables de nouer des relations pacifiées les uns avec les autres ? Percutées par le sentiment de plus en plus diffus de crainte de l'Autre, les sociabilités sont-elles aujourd'hui à réinventer ? Ou ne sait-on pas voir ces sociabilités actives, vivantes, qui trament encore – ou différemment – la vie sociale, dans l'espace virtuel comme dans l'espace réel ? En des textes incisifs et représentatifs de la diversité des sciences sociales, dix personnalités nous livrent leur regard très personnel sur ces « sociabilités ».

Poursuivant les travaux du comité d'expertes et experts mis en place par la CFDT et la Fondation Jean-Jaurès, ces contributions s'inscrivent dans un processus de réflexion collective destiné à redonner toute leur place aux sciences sociales dans l'action publique, alors que la crise liée à la pandémie de Covid-19 a révélé à quel point elles avaient été négligées.

Contributions de **Henri Bergeron**, **Patrick Boucheron**, **Patrick Castel**, **Laurence Devillairs**, **Serge Hefez**, **Emmanuel Hirsch**, **Élise Huillery**, **Marylise Léon**, **Jérémie Peltier** et **Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky**.



fondationjeanjaures



@j_jaures



fondation-jean-jaures



www.youtube.com/c/FondationJeanJaures



fondationjeanjaures



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS



Collection dirigée par Laurent Cohen et Jérémie Peltier

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

www.jean-jaures.org